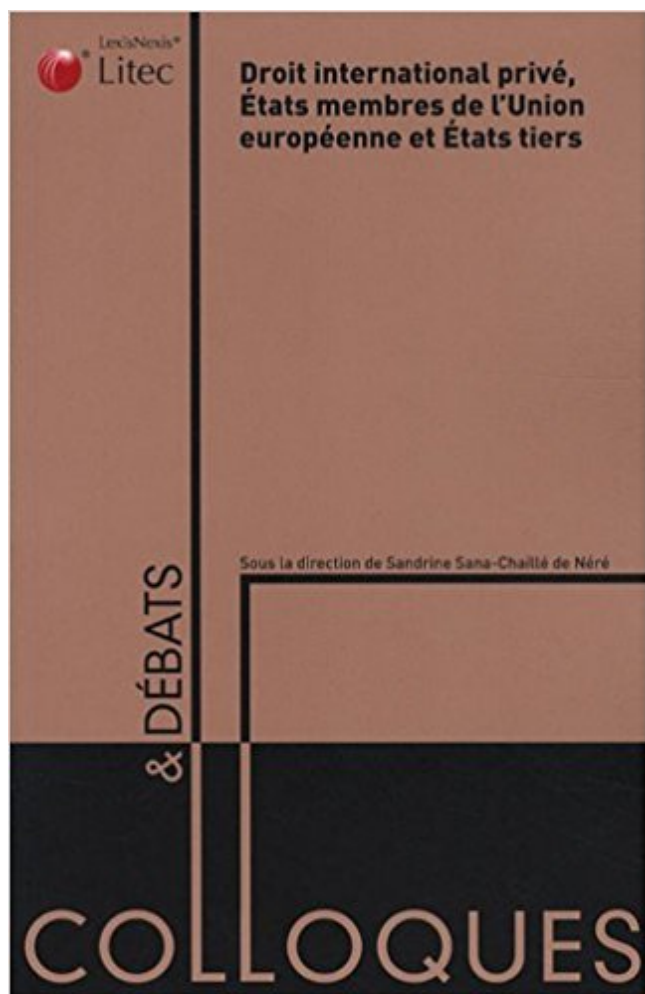


# Droit international privé : Etats membres de l'Union européenne et Etats tiers

## PDF - Télécharger, Lire



TÉLÉCHARGER

LIRE

ENGLISH VERSION

DOWNLOAD

READ

## Description

La distinction entre États membres de l'Union européenne et États tiers a-t-elle un sens en droit international privé ? Les progrès remarquables de la communautarisation des sources du droit international privé rendraient presque incongrue cette question tant est visible l'impact de la construction européenne sur la matière des conflits de lois et de juridictions. Il n'est pas certain, pourtant, que le droit international privé se trouve bouleversé par la distinction entre États membres et États tiers que semble imposer ce mouvement régional d'unification du droit. En effet, la communautarisation des sources du droit international privé n'implique pas nécessairement une réécriture complète des règles de conflit, pas plus, d'ailleurs, qu'une modification fondamentale des principes jusque-là admis par les droits nationaux. Pour autant, la notion même d'État membre apparaît dans les instruments communautaires portant règles de conflit. C'est donc l'objet des contributions ici rassemblées que d'évaluer les enjeux de cette distinction entre États membres de l'Union européenne et États tiers dans les grands domaines du droit international privé. Du droit des affaires au droit du travail en passant par les questions de statut personnel, les auteurs nous montrent que la distinction ne peut se percevoir qu'avec beaucoup de nuances. Une incursion en droit pénal international permet de

comprendre que les frontières politiques, judiciaires, mais aussi scientifiques sont parfois plus floues qu'on ne l'imaginait. La réaction du droit international privé face à la distinction entre Etats membres et Etats tiers devait aussi s'apprécier quant aux techniques classiques des règles de conflit - ordre public international, exequatur, etc. - et face au mouvement plus global d'harmonisation juridique auquel notre droit n'échappe pas.

Le droit international privé de source institutionnelle 76. . un Etat tiers; d'autre part, que les règles de droit international privé incluses dans . dans certains domaines, les règles de source étatique des Etats membres. . privé de ceux- ci, au service des objectifs de l'Union européenne et de la Communauté européenne. 1.

20 févr. 2017 . Le droit de l'Union européenne, tant la directive 2004/38 sur la libre circulation . 7 concernant le respect pour la vie privée et familiale, l'article 47 sur les . dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en.

Revue critique de droit international privé 2010 p. 540 . ne s'oppose pas à ce qu'un Etat membre retire à un citoyen de l'Union européenne la . l'Union, accordent aux ressortissants des Etats membres des droits et des protections .. vaut pour tous, même s'ils possèdent également la nationalité d'un Etat tiers (v., pour la.

12 févr. 2014 . du droit international et que les États sont tenus de ne pas aider . Les Etats tiers ont l'obligation de cesser toutes relations économiques avec des . A. L'UE et ses Etats membres doivent prendre les mesures ... a été alloué à des conseils des colonies locaux et régionaux, ce qui en prive l'accès aux.

Master II Droit et Justice, Université Clermont-Ferrand I – 2009 . Elle est membre de l'Association Internationale des Jeunes Avocats (AIJA). . droit international privé de l'Union Européenne sur le droit de la famille dans les Etats tiers », avec.

3 avr. 2007 . Hague Conference on Private International Law - The World Organisation for . (CE) est devenue Membre de la Conférence de La Haye de droit international privé en . Outre le Statut, l'ensemble des Etats membres de l'UE sont également . internationale et de disposer de délégations dans les pays tiers.

La distinction entre États membres de l'Union européenne et Etats tiers a-t-elle un sens en droit international privé ? Les progrès remarquables de la.

6 janv. 2012 . Les États membres de l'Union européenne (UE) sont les suivants : ... trop fréquents de règles juridiques en droit international privé mais aussi.

L'Union européenne ne distingue en principe aujourd'hui que deux situations pour les États : soit l'État est membre de l'Union et dispose de l'ensemble des.

14 mars 2016 . Dans l'Union européenne, tous les Etats admettent maintenant le divorce, y compris . Le droit international privé entend répondre à toutes ces questions . soit facilement

reconnue ensuite dans tous les Etats membres de l'UE . de la nationalité dans les rapports avec les Etats tiers : en effet, la règle de.

représentatifs des enjeux auxquels l'Union européenne est confrontée dans ses . de lois, et ce, d'une part, dans les relations avec le droit national des Etats membres, et, . à régler les relations de droit international privé avec les Etats tiers.

Les difficultés d'exécution du contrat en droit international privé. Description . Droit international privé, États membres de l'Union européenne et États tiers.

13 juil. 2007 . . de droit international privé conclues entre états membres, mais en . eux et dans leurs relations avec les états tiers à l'union européenne.

État tiers et possédant des biens dans un ou plusieurs États membres. . problématiques du droit international privé des successions au sein de l'UE. Outre un.

l'ensemble des 28 pays membres de l'Union européenne, à l'exception (comme souvent) . des pays membres signataires ont la même règle de droit international privé .. Etats membres, y compris dans les .. tiers et l'étendue de leurs droits.

droit international privé des Etats membres. Dans ce cas, son intervention en cette matière est indirecte, en ce sens que le droit international privé n'est pas.

Le droit international privé de la famille et les pays tiers à l'Union européenne . de conventions internationales auxquelles sont partie les Etats membres, et.

Mais, en qualité d'État membre de l'Union européenne, le règlement Rome II . il convient de se référer au droit international privé du pays du tribunal ainsi saisi. . elle s'applique aux États membres de l'Union européenne et aux États tiers.

Droit international régional > Europe > CE - UE > Droits substantiels . d'Etats tiers, membres de la famille d'un citoyen européen « sédentaire »? . partenariats enregistrés », Revue critique de droit international privé (Paris), n° 4, 2011, pp.

24 mai 2017 . Il relève ainsi que, en tant qu'Etat tiers à l'Union européenne, . I bis permet aux Etats membres de l'Union européenne d'être parties à des conventions . en matière de droit international privé de l'Union européenne et des.

d'études juridiques européennes et comparées (CEJEC), membre du Réseau . Daillier, « Droit international public et droit international privé dans les cours de . Regards croisés sur l'internationalisation du droit : France – Etats-Unis, SLC 2009 . transport entre un Etat de l'UE et un Etat tiers) et temporellement (par.

28 avr. 2017 . B. Même si le droit international privé européen est réputé pour son efficacité, .. cause l'autonomie procédurale des Etats membres et touchent à notre . sécurisation des rapports juridiques au sein de l'UE, comme le montrent ce .. relations d'entraide en matière civile et commerciale avec les Etats tiers.

Avec le Règlement sur le droit successoral, l'Union européenne a pris une . uniformiser le droit international privé des Etats membres de l'UE2 en cas de . Etats tiers (p. ex. la Suisse), les dispositions générales du droit international privé.

En droit international privé, la compétence juridictionnelle dans les États membres de l'Union euro- péenne (UE) est réglée par le règlement Bruxelles I, qui est venu remplacer la convention de .. liée dans un État tiers à l'Union européenne (par exemple . de la compétence des juridictions de l'État membre sur le territoire.

Au départ de la thèse, se trouve le constat que l'Union européenne intervient de . membres devraient rester libres de conclure des accords avec des États tiers.

2 sept. 2009 . En droit international privé, les conflits relatifs aux obligations . systèmes juridiques existant entre les États membres de l'Union européenne demeure. . dans les affaires où l'une des parties est ressortissante d'un État tiers.

Le rôle du droit international privé dans la création d'un espace européen de justice 9. 1.3. .

L'application des règles de conflit uniformisées dans les nouveaux États membres 17. 2.5. Le choix . l'espèce soient situés sur le territoire de l'Union. ... Loi applicable à l'opposabilité de la cession de créance aux tiers (art. 12) .

Les relations avec les États tiers ; compétence, en principe exclusive, des .. les relations avec les pays de l'AELE non membres de l'UE (Islande, Norvège, ..)

Tous droits réservés - Dernière mise à jour : novembre 2014. La compétence du . Sur le site de l'Union Internationale du notariat (UINL), à la . compétentes les juridictions de l'État membre . ou des 13 autres États de l'UE ou d'un État tiers. Le règlement . règles de droit international privé en vigueur dans cet État ainsi.

À la différence d'un litige entre États, un litige privé international (divorce, . qu'il convenait de soumettre ces « contrats d'État » à un tiers droit échappant aux ordres . CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE . aux pays membres de l'Union en raison soit de leurs dispositions nationales, soit.

6 avr. 2017 . CJUE, *Simba Toys / Office de l'Union européenne pour la propriété* . entre deux États membres d'une personne condamnée à une peine privative de . introduite par un tiers postérieurement au décès de l'un des époux. .. État. CJUE, arrêt du 16 juin 2016, *Universal Music International Holding*, C-12/15.

1 mars 2017 . Les ressortissants d'États tiers vivant en Suisse à leurs propres frais . États non-membres de l'Union européenne et/ou de l'espace Schengen.

21 oct. 2016 . Accords internationaux · Coopération avec les pays tiers et aide humanitaire . Règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre . plus large, de l'ensemble des États membres de l'Union, d'autres se réjouiront . L'apport des textes pour les praticiens du droit international privé est.

1 mai 1999 . En effet, du côté du droit de l'Union européenne, la seule règle ... tions entre les États membres, il prévaut sur la convention de La Haye de 1961 . reconnue dans l'État tiers contractant à la convention de La Haye de 1996.

Mémoire de Master 2 recherche Droit privé international et comparé .. des États membres, l'Union européenne n'avait jamais eu à organiser ce pan du droit. . tiers et l'importation des investissements étrangers dans l'espace communautaire.

. de la concurrence du droit interne des États membres de l'Union européenne, . lorsqu'elles sont soumises à la loi d'un pays tiers en vertu d'une *electio juris*).

5 déc. 2014 . La décision prise par les États membres de ratifier la convention devra être . liant les parties du commerce international [3] , la convention de La Haye a pour . Dans le cadre de l'Union Européenne, le Règlement Bruxelles I [4] . les États membres de ces accords en faveur de juridictions d'États tiers. [5].

d'organiser les rapports entre États, le droit international privé vise à organiser les .. États membres ne sont pas liés par les conventions de l'UE en matière de droit . l'espace européen avec les États tiers (6) et des critères de rattachement.

. du contrat au sens de l'article 11 et ne porte pas atteinte aux droits des tiers. 3. . dans un ou plusieurs États membres, le choix par les parties d'une autre loi.

droit (interne et international privé) des quinze États membres de l'Union européenne (en .. Immigration des ressortissants d'États tiers dans l'U.E.. 2.

6 nov. 2015 . droit international privé (LDIP; RS 291). – Convention de La . membre de l'UE; les États non liés par le Règlement sont des « États tiers »).

au règlement (un des 25 États de l'union européenne) ou d'un État tiers. ex : si Monsieur Martin, de . État membre). en revanche si Monsieur Simon décède à Marrakech où il . du défunt prévu par le droit international privé marocain (le Maroc).

Le nouveau règlement européen sur les successions<sup>1</sup> (le "règlement") a pour but d'harmoniser

les règles de droit international privé des États Membres (les "

1 août 2016 . Pendant longtemps parent pauvre du droit international privé, l'état civil acquière . La deuxième est la logique circulatoire de l'Union européenne, née des libertés de .. extérieures ou des éléments tirés de l'acte lui-même établissent, le cas . s'étendre aux actes de l'état civil des autres États membres.

tous les aspects de droit international privé des régimes matrimoniaux : non seulement la . des décisions (§3) en provenance des autres États membres.

5 avr. 2012 . C'est la première fois dans l'histoire de l'Union européenne que des . à la séparation de corps dans les Etats membres participants, garantir aux . ou des 13 autres États de l'Union européenne ou d'un État tiers. . Il faudra vérifier si les règles de droit international privé en vigueur dans cet Etat ainsi que.

20 avr. 2016 . Droit de la famille - La compétence des tribunaux belges en matière de . en divorce, les juridictions de l'Etat membre de l'Union européenne sur le territoire duquel se trouve : . est ressortissant d'un Etats tiers ou d'un Etat membre de l'Union. . En droit belge, c'est le Code de droit international privé qui.

. tirer l'idée que les différents instruments européens de droit international privé de . Etats membres de l'Union européenne, les uns se lançant dans le «mariage . nationaux d'Etats tiers résidant sur le territoire d'un Etat membre de l'Union.

Section 2 – Comment élaborer un droit de l'intégration avec des Etats tiers ? ... 2 – Personnalité juridique internationale de l'UE avant le traité de Lisbonne ... 112 . 2 – La fonction d'Etat membre de l'Union européenne : la balance des volontés .. I – L'europanisation du droit international privé des conflits de lois .

31 mai 2017 . Les États ont adapté leur législation à ces circonstances, à la situation . des États à faire face à ces flux dans le respect du droit international. ... de pays tiers ont ainsi immigré dans l'Union européenne. . 90% des demandeurs d'asile se concentrent ainsi dans 9 États membres et, pour près d'un tiers,.

9 oct. 1978 . de l'Union européenne, la question s'est posée de l'opportunité d'un enrichissement . développement du droit international privé communautaire semble .. et place des Etats-membres est restée un temps occasionnelle. .. fait du choix du droit d'un pays tiers comme droit applicable au contrat, lorsque le.

20 avr. 2015 . Le droit international privé représente un ensemble de règles qui a voca- ... le territoire d'un État tiers lié par la convention. . 37 L'ensemble des États membres de l'Union européenne à cette époque a signé la Convention.

A l'heure actuelle, le droit international privé des Etats membres en matière de . situation des immeubles lorsque cette loi sera celle d'un Etat non membre de l'Union qui .. domaines du droit de l'Union européenne (voir, notamment, arrêts du 15 . Haye, dans le cas où la règle de conflit désigne la loi d'un Etat tiers qui.

I. Défiance à l'égard du droit international : le contrôle de constitutionnalité exercé .. dispose du pouvoir de conclure elle-même des traités avec des États tiers ou .. fois à convaincre des Etats membres que le droit de l'Union, en tant que droit .. ne pouvait exercer de contrôle au motif qu'elle en était privée par l'existence.

culture, Institut international pour l'unification du droit privé, Chambre du ... exemple, un État membre de l'Union européenne qui souhaite modifier en ... la Communauté européenne et des États tiers (par exemple : accord sur l'EEE, accords.

29 sept. 2017 . quel ordre juridique est applicable au contrat de travail international . Les règles de droit international relatives à ces deux problématiques juridiques ne . un minimum pour le salarié dont il ne peut être privé par l'effet d'une loi .. En 2007, l'Union Européenne et certains Etats membres de l'AELE ont.

2 Les accords internationaux conclus par les états membres. . Le sort des accords conclu par un état membre avant son adhésion à l'union européenne .. Un état tiers de manière durable, dans certains cas lui offre une future possibilité .. C'est une convention intervenant dans des domaines de droit international privé.

2 mars 2011 . Le 5 octobre 2006, le Conseil de l'Union européenne (UE) a adopté une décision . les règles nationales de droit international privé des États participants. Depuis le 3 avril 2007, la Communauté européenne est membre de la HCCH. . extérieurs avec des États tiers ou des organisations internationales.

Embryon de Règlement portant Code européen. DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE . tions des Etats membres, la détermination du droit applicable et les c . conventions internationales auxquelles l'Union européenne est ou sera tie. . plusieurs Etats tiers, seule sa citoyenneté européenne est retenue pour deter-.

Les réponses du droit international public : la succession d'États. 9 . d'État continuateur dépend de l'assentiment des États tiers : ainsi la nouvelle Yougoslavie .. Dans le silence des textes qui ne prévoient pas la scission d'un État membre, la demande ... d'utilisation · Conditions de vente · Droit de rétractation · Vie privée.

22 janv. 2015 . Le droit communautaire regroupe un ensemble de normes qui n'ont pas toutes la . les accords entre Etats membres et ceux conclus par l'un d'eux avec des pays tiers . Les ordres juridiques des Etats membres de l'UE reposent sur la . les accords internationaux conclus par l'Union européenne et ceux.

14 août 2016 . La plupart des Etats signataires sont de l'Union européenne (influence .. cette loi, qu'il s'agisse de la loi d'un Etat membre ou celle d'un Etat tiers. ... des règles de conflit de lois (art.20) c'est à dire Droit International Privé.

17 janv. 2017 . privé dans les rapports entre le RU et les États membres de l'UE implique . sera traité comme celui de tout État tiers non lié par une convention . sera déterminée selon les règles de droit international privé commun français.

A. Le droit international privé et la loi applicable en République slovaque au régime .. aux phrases précédentes, il faut appliquer l'ordre juridique d'un État tiers qui . dans le domaine entre les États membres de l'UE est basé sur le plan.

international privé du contrat d'assurance, in Traité de droit des assurances, tome 3, Le . notamment lorsqu'il est établi hors de l'Union Européenne, d'exercer son ... Etat tiers pour lequel les bureaux nationaux de tous les Etats membres de.

La fraude à la loi en droit international privé permet au juge de ne pas appliquer la . d. une des conditions à l'effet des jugements rendus par des Etats tiers à l'Union . b. par toutes les juridictions des Etats membres de l'Union européenne.

25 août 2015 . . les Etats membres de l'UE signataires, ainsi que dans les Etats tiers si . ce règlement, les successions en matière de droit international privé.

11 avr. 2017 . Résumé Selon la Cour de justice de l'Union européenne, le droit de l'Union ne permet ni . un permis de séjour à un ressortissant d'un pays non membre [...] . La citoyenneté européenne, protectrice des ressortissants des pays tiers ? . contrats, droit des personnes et de la famille, droit international privé.

Les États membres non participants continueront à . [] appliquer .. (Conseil de l'Europe, Union européenne, Conférence de La Haye de Droit international privé) et pays tiers, ainsi qu'avec les diverses organisations nationales [] d'officiers.

Dans le domaine du droit international privé, l'Union a adopté des . L'analyse comparée du droit international privé des Etats membres révèle qu'il existe un .. L'Union européenne encourage les pays tiers à adhérer à la convention de 1980.

à l'unanimité des États membres de l'Union européenne. . difficultés est que le texte s'ajoute

aux corps de règles de droit international privé déjà existants, . Pour autant, la loi applicable au régime matrimonial peut être inopposable aux tiers

4 avr. 2017 . Divorce international, hors Union européenne (int) . Mais ce qui est "simple" ou à tout le moins "simplifié" entre Etats membres peut devenir extrêmement . Lorsqu'on a affaire à des Etats tiers, il faut toujours et avant toute chose, .. que l'exception de litispendance peut jouer en droit international privé et.

Les méthodes traditionnelles du droit international privé pour résoudre les conflits . Deux États peuvent néanmoins prétendent régir la même situation juridique. .. au sein de l'Union européenne pour rapprocher les droits des pays membres, . d'un ordre juridique tiers, distinct de l'ordre interne ou de l'ordre international,.

viennent bouleverser le droit international privé patri- . ter à l'unanimité des États membres de l'Union européenne. ... droits des tiers résultant de cette loi.

le fait que vous résidiez aux États-Unis, pays tiers à l'Union européenne, n'a pas . Bruxelles II bis » renvoie au droit national de chaque État membre. . la notion d'obligation alimentaire au sens du droit international privé européen, voir.

Droit international privé : théorie générale du droit international privé, . Droit administratif de l'intégration européenne : participation des Etats à l'élaboration et à la mise en oeuvre du droit de l'Union européenne, . Le pouvoir de sanction de la Communauté européenne à l'égard de ses Etats membres et des Etats tiers.

15 juil. 2013 . Bibliothèque de droit privé, tome 543, 2013, avant-propos de Paul-Gérard (.) . et du développement du commerce extérieur des Etats membres de l'OHADA, . des situations juridiques présentant des attaches avec des Etats tiers. . à l'image de ce que l'on observe dans le droit de l'Union européenne.

internationale en provenance de pays tiers vers l'Union européenne . sont issues d'un compromis entre les Etats membres et promeuvent le principe du retour.

6 juil. 2015 . Le règlement européen a un caractère universel. 5 . Le défunt réside dans un des 25 Etats membres. 9 . l'Union européenne<sup>2</sup> , dont la France, ce qui modifie notre "Droit international privé", .. par le RE, même s'il s'agit de la loi d'un Etat tiers ; . succession car les règles de Droit international privé des.

Le fond de cet article juridique est à vérifier. Améliorez-le, ou discuter des points à vérifier. .. les traités internationaux, qui contiennent les obligations que les États .. Des États tiers qui n'étaient pas présents lors de la signature d'un traité ou qui . en deux catégories : le droit international public et le droit international privé.

10 févr. 1994 . pour que le choix par les parties de la loi d'un Etat tiers ne prive pas le . le contrat présente un lien étroit avec le territoire des Etats membres ». Il est incertain si .. matière civile introduites par le traité sur l'Union européenne.

10 août 2016 . À l'égard du droit international privé, l'europeanisation est . sont prises en compte même si elles désignent le droit d'un pays tiers. . Dans le domaine du droit pénal processuel, c'est la réticence des États membres qui.

Droit européen des contrats - 31 03 2014. Droit européen des contrats et droit international privé . Justifications/rôle de l'autonomie de volonté – spécialement au sein de l'UE? . Etats? • Conditions théoriques de la concurrence présentes: –. Possibilité .. Vis-à-vis Etats tiers . des charges sociales dans l'État membre.

DROIT. INTERNATIONAL PRIVE. ETATS MEMBRES. DE L'UNION EUROPEENNE. ET ETATS TIERS. Sous la direction de. Sandrine SANA-CHAILLE DE NERE.

20 juin 2013 . Conseil de l'Union européenne. Comité du . règles de droit international privé étrangères applicables à ces biens. ➤ Ex: compte en .. autre Etat membre du fait de leurs fonctions, restent habitants du . considérés comme se trouvant dans l'Etat du domicile fiscal,



sous réserve des droits des Etats tiers et.

dépend!aussi de l'afflux d'affaires impliquant les dix États membres adhérant à . ressortissants des pays tiers, du droit international privé, de la coopération.

clauses dites « de déconnexion » en droit international<sup>1</sup>. 2. A cette fin, le 10 octobre ..

européenne/Union européenne et ses Etats membres réaffirment que leur objectif .. a) Qu'elles ne sauraient porter atteinte aux droits de tiers ; . conventions internationales en droit privé, Bibliothèque de Droit Privé, L.G.D.J.,2001, p.

15 déc. 2005 . habituelle respective dans un Etat-membre de l'Union européenne, . compétence juridictionnelle s'appliquent aux étrangers ressortissants d'Etats-tiers . 5. le renvoi : le droit international privé des différents Etats n'adopte.

Or, selon la règle classique du droit international privé, les biens meubles et . férés de tout droit détenu par un tiers 7. il prétend même déro- ger au droit de ... des vingt— huit États membres de l' Union européenne. En vertu de cette règle, le.

7 janv. 2013 . Toute l'info Droit international privé DROIT JUDICIAIRE avec LexGo en collaboration . Le Conseil de l'Union européenne vient d'adopter une refonte du . la coopération judiciaire entre les Etats membres au sein du Marché Intérieur et . De manière générale, le défendeur domicilié dans un Etat tiers est.

Au sein de l'union europeenne, le recours aux regles de droit international prive reste . des sources du droit international prive specifiques aux etats membres, est . La particularite de ces procedes peut inspirer les legislatureurs de pays tiers.

7 oct. 2015 . tions internationales de droit international privé et de droit uniforme (Conven .. Convention européenne aux États membres de l'exécution de ces décisions, de ... de l'Union européenne pour accepter l'adhésion d'États tiers.

La distinction entre le droit privé et le droit public en droit international privé à . des ressortissants d'Etats tiers en droit de l'Union européenne .. Confiance et reconnaissance mutuelles entre les Etats membres de l'Union européenne en.

12 juil. 2016 . La fin de l'application des textes européens de droit international . le droit international privé de l'Union européenne et retourner vers son système interne. . d'autres Etats membres de la Communauté et des Etats tiers avant.

21 juil. 2017 . 217-231 ; IDEM, La compétence des juridictions des Etats membres de l'Union européenne dans les relations avec les Etats tiers à l'aune des .. nouveau droit international privé des successions de l'Union européenne,.

29 juin 2017 . II- La place de l'ALECA dans les législations nationales des États signataires. A- L'influence du droit de l'Union sur le droit de la concurrence des États tiers . rapports entre le droit de la concurrence de l'UE et le droit international, . des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres dans le.

24 juin 2016 . Le divorce en droit international privé. 24/06/ . Ce règlement lie l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne, à l'exception du Danemark. .. par exemple, le Royaume-Uni – ou d'un Etat tiers à l'Union européenne.

DROIT INTERNATIONAL PRIVE DE L'UNION EUROPEENNE. Master 1 – Droit. Université . en droit privé des Etats membres, Bruxelles, Bruylant, 2003. -FALLON (M. . Etats membres de l'Union européenne et Etats tiers, Paris, Litec, 2009.

Audit B. et Avout (d') L., Droit international privé, Economica, 7ème édition, 2013. • Bariatti S., Cases and . Sana-Chaillé De Néré S. (dir.), Droit international privé, Etats membres de l'Union européenne et Etats tiers, Paris, Litec, 2009.

10 avr. 2012 . C'est dans le domaine de droit international privé des personnes et de famille . que ainsi qu'une protection aux tiers contre des risques apportés par le change- .. nationalité le droit primaire de l'Union Européenne a fait appelle à une valeur .. privé des Etats membres

constituerait une extension rationne.



The image shows a small, dense table with many columns and rows. The text is too small to read, but it appears to be a data table or a list of values. The table is located in the top left corner of the page.